

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

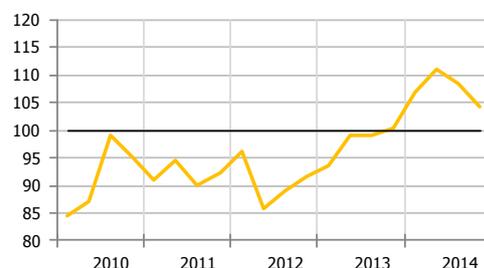
La confiance persiste en fin d'année

L'indicateur du climat des affaires (ICA) fléchit de nouveau au quatrième trimestre 2014 (-4 points), mais demeure établi au-dessus de sa moyenne de longue période (+4 points), comme il l'a été tout au long de l'année.

Ce repli de l'indicateur s'explique principalement par l'appréciation moins favorable portée par les chefs d'entreprise sur le niveau d'activité et de trésorerie en fin d'année.

En revanche, les professionnels interrogés restent optimistes pour le trimestre à venir. Ils anticipent en particulier une amélioration de leur trésorerie, en dépit d'une activité attendue en baisse.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

L'investissement est en hausse mais peu dynamique. Les intentions d'investir à un an restent favorables, confirmant le maintien de la confiance des entrepreneurs sur le moyen terme. La consommation des ménages est également mieux orientée, mais reste fragile tandis que l'emploi salarié progresse à la suite d'un recours accru à l'emploi intérimaire et temporaire face à l'épidémie de Chikungunya.

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. L'activité est stable dans le secteur de l'industrie et des services, tandis qu'elle évolue favorablement dans les secteurs de la construction et du tourisme. En revanche, le secteur primaire et le commerce voient leur courant d'affaires se dégrader.

LA CROISSANCE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE S'ESOUFFLE

Au quatrième trimestre 2014, la Chine affiche un taux de croissance de 7,3 % sur un an (identique au trimestre précédent). Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 7,4 % sur l'ensemble de 2014 (contre 7,7 % en 2013), niveau sous l'objectif de 7,5 % fixé par le gouvernement. Il s'agit du taux de croissance le plus faible depuis 24 ans. Le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2015, à 6,8 %.

L'économie nippone, qui était entrée en récession au troisième trimestre 2014, voit sa production progresser de 1,8 % au dernier trimestre 2014. Le taux de chômage en décembre a reculé de 0,1 point pour atteindre 3,4 %. Cependant, les dépenses de consommation ont encore chuté en décembre de 3,4 % sur un an, mais progressent de 2,1 % par rapport au mois de novembre. Le Premier Ministre Shinzo Abe a annoncé le 27 décembre un plan de relance budgétaire de près de 30 milliards d'euros, après l'annonce d'un assouplissement monétaire par la Banque du Japon en octobre 2014.

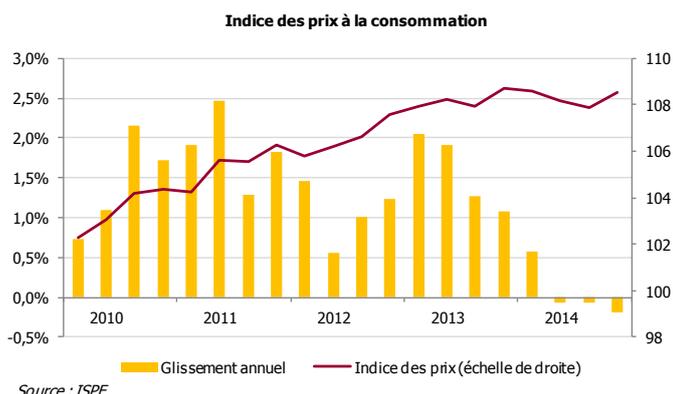
La Banque centrale d'Australie (RBA) a abaissé le 3 février 2015 son principal taux d'intérêt d'un quart de point, à un plus bas historique de 2,25 %, alors qu'il était inchangé depuis août 2013. Ce changement s'inscrit dans une volonté des autorités de stimuler la croissance économique jugée inférieure à son niveau tendanciel, et de peser sur le cours de sa devise jugé trop élevé.

En Nouvelle-Zélande, le taux de chômage augmente de 0,3 point au quatrième trimestre pour s'établir à 5,7 % (-0,3 point sur un an), cependant le taux de participation au marché du travail a augmenté en parallèle de 0,7 point (69,7 %). Les prix à la consommation enregistrent un recul sur le trimestre (-0,2 %, +0,8 % sur un an). Dans ce contexte, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu, fin janvier 2015, son principal taux directeur à 3,5 %, après une progression de 100 points de base entre mars et juillet 2014.

Légère hausse des prix en fin d'année

Fin 2014, les prix à la consommation sont en hausse de 0,6 % par rapport à la fin du troisième trimestre. Les tarifs des transports progressent de 4,1 %, portés par la hausse saisonnière des tarifs aériens internationaux (+20,1 %) à l'approche des fêtes de fin d'année. En revanche, les prix des produits alimentaires diminuent (-1,5 %), entraînés notamment par la chute des prix des poissons et crustacés (-12,1 %). A contrario, les prix de la viande et des légumes progressent (respectivement de +0,7 % et +2,0 %).

En glissement annuel, l'indice des prix recule de 0,2 %. Les prix des produits alimentaires (+1,3 %) et des services de restauration (+2,0 %) s'incrivent en hausse. À l'inverse, les tarifs des transports aériens (-3,0 %) sont en repli, dans un contexte international marqué par la forte réduction des prix du pétrole, de même que les loyers (-2,2 %).

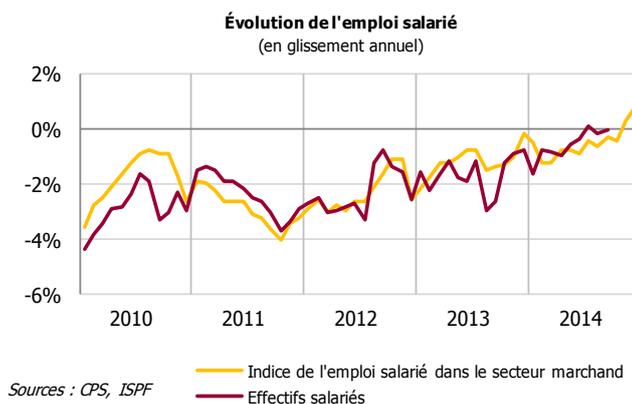


L'emploi salarié progresse grâce à l'intérim

L'indice de l'emploi salarié marchand progresse au quatrième trimestre (+1,2 %), dans un contexte particulier où l'épidémie de chikungunya sévissant sur le territoire a occasionné un recours accru à l'emploi intérimaire et temporaire. L'emploi progresse dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration (+2,6 %), des services (+2,2 %) et de l'industrie (+1,1 %), tandis qu'il diminue dans la construction (-1,8 %). L'emploi croît également dans le secteur du commerce (+1,0 %), en lien avec l'ouverture d'un nouvel hypermarché en novembre.

Sur un an, l'indice progresse de 0,8 %, alors que l'emploi diminuait au rythme moyen de 1,8 % par an sur les cinq dernières années.

À fin décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés au Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (SEFI) poursuit sa baisse pour le deuxième trimestre consécutif (-1,5 %, CVS) mais demeure en hausse de 0,9 % (CVS) sur un an.



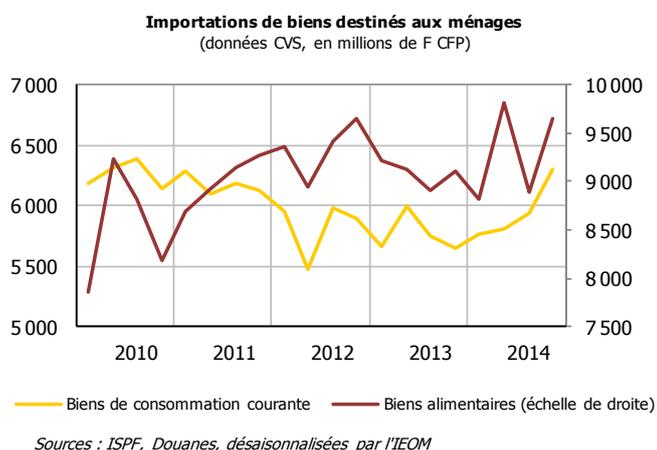
Au 1^{er} octobre 2014, le salaire minimum (SMIG) a été revalorisé de 2,3 % et s'élève désormais à 152 914 F CFP.

La consommation des ménages est mieux orientée mais reste fragile

Après un léger fléchissement au troisième trimestre, la consommation des ménages s'affermite en fin d'année. Les importations de biens de consommation courante augmentent (+6 %, CVS), de même que celles de biens alimentaires et d'équipement ménager (+8,6 % et +6,2 % respectivement, CVS).

Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs reculent sur le trimestre (-3,6 %, CVS), mais restent bien orientées sur un an (+3,3 %, CVS). Les transferts sur le marché de l'occasion continuent leur progression (+1 % sur trois mois et +5,9 % sur un an, CVS).

Les commerçants ayant répondu à l'enquête de conjoncture déplorent toutefois une activité moins forte qu'escomptée en fin d'année et des charges d'exploitation accrues.



L'encours des crédits à la consommation se stabilise (-0,1 %) après trois trimestres consécutifs de repli plus prononcé, à la faveur d'une hausse de 2,2 % sur trois mois de la production de nouveaux crédits.

L'investissement est en hausse mais peu dynamique

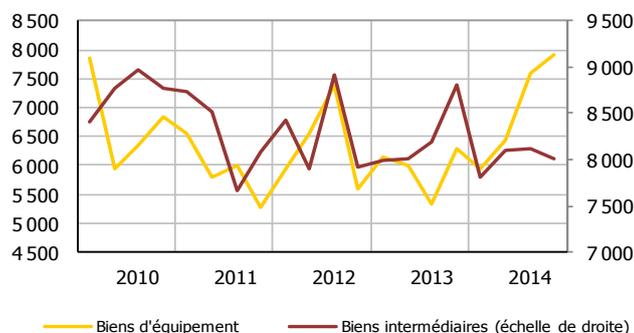
Les importations de biens d'équipement (hors avion) poursuivent leur progression en fin d'année, mais à un rythme moins soutenu (+3,9 % après +16,8 %, CVS). En revanche, les importations de biens intermédiaires sont moins bien orientées ce trimestre (-1,2 %, CVS). Les immatriculations de véhicules utilitaires fléchissent également, de -5,9 % (CVS) sur trois mois, tandis que le marché des utilitaires d'occasion reste stable (+0,2 %, CVS).

Dans ce contexte mitigé, l'encours des crédits d'investissement des entreprises s'inscrit en hausse de 2,9 % sur trois mois et de 3 % sur un an. La production de crédits d'équipement des entreprises augmente en particulier de 16,1 % sur le trimestre, en lien avec l'achat d'un nouvel avion par la compagnie aérienne régionale Air Tahiti et le financement des travaux menés à l'aéroport.

En parallèle, l'investissement immobilier des ménages reste bien orienté, à la faveur de taux d'intérêt bas et d'un moindre attentisme des porteurs de projets : les encours bancaires de crédits à l'habitat augmentent de 0,9 % sur le trimestre et de 2,1 % sur un an.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture, les intentions d'investir à un an restent favorables, confirmant le maintien de la confiance des entrepreneurs sur le moyen terme, en particulier dans le secteur des services marchands.

Importations de biens destinés aux entreprises
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisées par l'IEOM

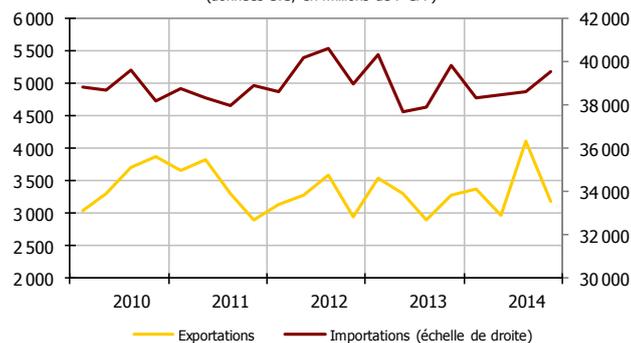
Repli des exportations de produits locaux

Les exportations se replient en fin d'année (-10,2 % sur trois mois, CVS), entraînées par la chute des exportations de perles (-17,9 % en valeur, CVS), qui constituent 52 % des recettes d'exportations du trimestre. La vente aux enchères internationale organisée par le GIE Poe O Rikitea en novembre a rapporté 281 millions de F CFP, soit près de 100 millions de moins qu'en juillet 2014.

Les volumes exportés des autres produits locaux destinés aux marchés extérieurs s'inscrivent également en baisse (-4,6 % CVS, pour les produits agroalimentaires et -14,7 % pour les poissons et crustacés).

En parallèle, les importations progressent (+2,3 %, CVS) en valeur sur trois mois, portées par une demande intérieure plus favorable qu'au trimestre précédent.

Commerce extérieur
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisées par l'IEOM

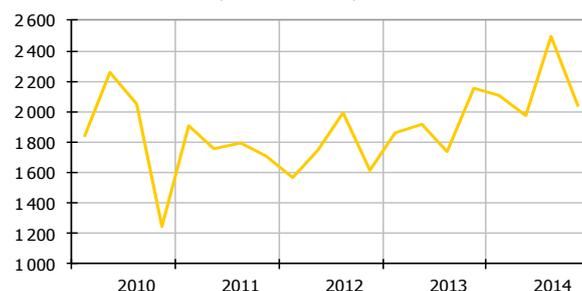
REGAIN D'ACTIVITÉ DANS LE TOURISME ET LES TRAVAUX PUBLICS

Les secteurs de l'économie polynésienne affichent des évolutions contrastées au quatrième trimestre. Les secteurs du tourisme et de la construction bénéficient d'une orientation favorable de leur activité. Le secteur primaire et le commerce voient en revanche leur courant d'affaires se dégrader, tandis que l'activité est stable dans les services et l'industrie.

Les chefs d'entreprise du **secteur primaire** continuent de déplorer une dégradation de leur activité au quatrième trimestre 2014, marquée par la baisse des exportations des produits locaux (perles brutes, poissons et vanille). De même, la production de coprah recule en fin d'année (-3,9 %, CVS), après deux trimestres consécutifs de hausse.

Dans l'**industrie**, les entrepreneurs interrogés font état d'une stagnation de leur activité en fin d'année, qui devrait se poursuivre au premier trimestre 2015. Ils constatent cependant une amélioration de leur trésorerie parallèlement au relèvement de leurs prix de vente. Pour autant, les exportations de produits agroalimentaires et de monoï s'inscrivent en repli (respectivement -4,6 % et -39,4 %, CVS).

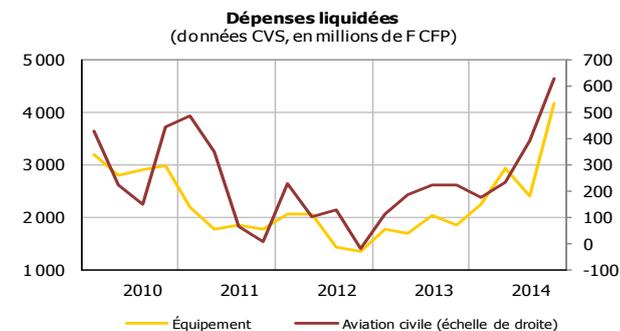
Exportations de perles brutes
(en millions de F CFP)



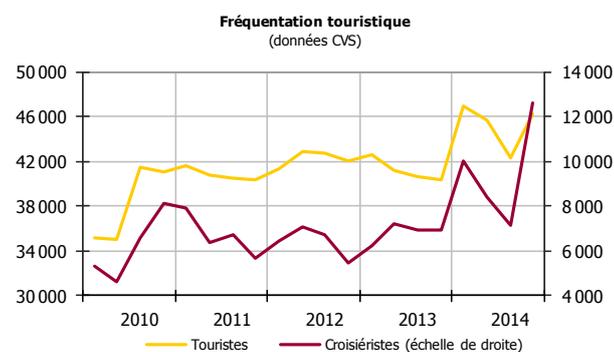
Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Les chefs d'entreprise du **secteur de la construction** constatent une orientation favorable de leur activité en fin d'année, en particulier dans la branche travaux publics. Les importations de bitume et de ciment s'inscrivent en nette hausse. Les dépenses liquidées par la direction de l'Équipement et l'Aviation civile progressent également fortement au dernier trimestre 2014, en lien avec les travaux d'aménagement routiers et aéroportuaires financés par le troisième instrument financier. Les effectifs salariés du secteur continuent cependant de diminuer (-1,8 % sur trois mois et -7,3 % sur un an), en l'absence de reprise dans le secteur du bâtiment.

Conformément aux anticipations formulées au troisième trimestre 2014, les professionnels du secteur du **tourisme** attestent de la bonne tenue de leur activité en fin d'année. Le nombre de touristes ayant visité la Polynésie française au dernier trimestre 2014 progresse de 9,5 % par rapport au trimestre précédent, grâce notamment à la nette hausse du nombre de croisiéristes, liée à la progression de l'offre en cabine des navires réalisant des croisières en Polynésie. Le nombre de nuitées touristiques progresse également (+3 %, CVS), en dépit d'une réduction de 0,7 jour de la durée moyenne de séjour. Pour le début d'année 2015, les professionnels anticipent une stabilité de l'activité.



Sources : Directions de l'équipement et de l'aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : ISPF, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE CONTRARIÉE

En dépit des conditions plus favorables constituées par la baisse des cours du pétrole, la croissance mondiale est affectée par des facteurs contraires, dont la faiblesse de l'investissement et le fait que de nombreux pays émergents et avancés s'ajustent à des perspectives dégradées à moyen terme. Le FMI prévoit, dans ses projections sur l'économie mondiale actualisées en janvier 2015, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,5 % en 2015, après 3,3 % en 2013. L'accélération de la croissance mondiale, de 3,25 % au deuxième trimestre à 3,75 % au troisième trimestre 2014, est conforme à ce qui était attendu, mais on relève une disparité entre la croissance de l'économie américaine, plus vigoureuse que prévue, et celle de tous les autres grands pays. La volatilité sur les marchés financiers mondiaux, la source de vulnérabilité que représente l'évolution des cours du pétrole pour le secteur extérieur des pays exportateurs, de même que la stagnation persistante dans la zone euro représentent autant d'aléas négatifs.

Aux États-Unis, la croissance économique a rebondi plus fortement que prévu à partir du deuxième trimestre 2014. Le chômage a continué de baisser et les tensions inflationnistes sont demeurées modérées, en lien avec la baisse des cours du pétrole et celle du dollar. La demande intérieure est soutenue par la modération de l'ajustement des finances publiques et une politique monétaire toujours accommodante. L'appréciation récente du dollar est toutefois de nature à freiner la demande externe. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,4 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance a été plus faible que prévu au troisième trimestre 2014. Selon Eurostat (estimation rapide du 13 février 2015), le PIB de la zone euro est en hausse de 0,3 % au quatrième trimestre, après 0,2 % au troisième trimestre, ce qui porterait la croissance 2014 à 0,9 %. Selon le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une neutralité plus grande de la politique budgétaire et la dépréciation récente de l'euro. En revanche, le ralentissement dans les pays émergents jouerait négativement. Le FMI table au total sur 0,8 % pour 2014 et 1,2 % en 2015 (après -0,5 % en 2013).

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 février 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à 0,1 % au quatrième trimestre 2014 après 0,3 % au trimestre précédent (chiffre inchangé). En moyenne annuelle, la croissance est de 0,4 % pour 2014 comme en 2013. Le FMI table sur une croissance de 0,9 % en 2015.

Le FMI prévoit une croissance plus ou moins stable dans les pays émergents, à 4,3 % en 2015 et 4,7 % en 2016. La révision à la baisse des perspectives est liée au ralentissement de la croissance en Chine, à la détérioration sensible des perspectives en Russie, ainsi qu'à une appréciation moins optimiste sur la croissance potentielle des économies exportatrices de produits de base.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr, sous la rubrique « Publications ».

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN – Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : Mars 2015 – Dépôt légal : Mars 2015 – ISSN 1968-6277